

DP

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**  
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant  
En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)

1953

Edition PDF du 30 avril 2012  
Les articles mis en ligne depuis DP 1952 du 23 avril 2012

DOMAINE  
PUBLIC

Dans ce numéro

---

**L'odeur de l'argent UBS (André Gavillet)**

La démocratie ne peut pas être mise sous condition

---

**Présidentielle française: le corbeau et le renard (Jean-Pierre Ghelfi)**

Non, le second tour ne dépend pas de Marine Le Pen

---

**Politique énergétique: petits pas en tous sens (Jean-Daniel Delley)**

Abandonner le nucléaire, bien sûr, mais encore faut-il organiser et réussir la transition

---

**Une politique incarnée (Jean-Pierre Ghelfi)**

La Chaux-de-Fonds, centenaire d'une ville de gauche

# L'odeur de l'argent UBS

André Gavillet • 28 avril 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20452>

## La démocratie ne peut pas être mise sous condition

Ainsi donc, après Credit Suisse, voici UBS! La banque annonce qu'elle va reprendre ses versements aux partis politiques.

Les «*circonstances*» l'avaient obligée à les interrompre. Mais elles ont révélé aussi son insubmersibilité. *Too big* pour être pingre. Ce soutien financier aux partis, modeste quoique d'un million, ne saurait toutefois être alloué qu'aux seuls partis «*qui s'engagent clairement pour la concurrence et l'économie de marché*». La subvention est attribuée sous réserve: être idéologiquement conforme.

UBS, posant une telle exigence, ne manque pas de culot, car la libre concurrence dont elle fait un principe inconditionnel, si elle avait été appliquée à elle-même, l'aurait envoyée par le fond. Car elle a coûté cher, la donneuse de leçons. Cher en vilipendant la réputation de la Suisse, cher en ne respectant pas la déontologie professionnelle, cher en mobilisant pour sa défense le Conseil fédéral, le parlement, l'administration, cher en obtenant que soient sortis de son bilan des «*illiquides*» dont il reste un dernier lot difficile à placer.

Les conditions posées par UBS visent particulièrement le parti socialiste. Il est évident qu'il ne saurait accepter qu'on lui impose une quelconque soumission idéologique. Il a ouvert une consultation interne. Elle donnera une réponse qu'on peut préjuger sans faille.

## Le coût du fonctionnement démocratique

Un rapide pointage fait apparaître la singularité suisse, cas particulier en raison de sa pratique de la démocratie directe. Plusieurs fois par année, il faut que les faiseurs d'opinion fassent circuler leur mot d'ordre. Economiesuisse, financièrement bien dotée, surveille ce marché politique, intervient à la mesure des intérêts de ses membres. Cette surveillance du marché est bien couverte, mais unilatéralement.

Cas particulier encore, le statut des parlementaires. Ils ne sont pas payés comme des professionnels mais comme des miliciens. Ils ne doivent pas tout leur temps à leur mandat politique. En général une activité économique complète l'engagement politique, créant une dépendance matérielle.

Enfin, il faut prendre en considération le soutien de la Confédération. La majorité

ne veut pas envisager une loi sur les partis, rouages pourtant indispensables de la gestion démocratique. Dès lors, il a été jugé équitable, à défaut d'un financement direct, de payer les coûts du fonctionnement de la démocratie: documentation, secrétariat. La Constitution exige que les milieux concernés soient consultés avant qu'un projet législatif soit élaboré. La réponse coûte en recherches, en rédaction. Il est en conséquence naturel de faciliter matériellement l'accomplissement de cette tâche, ou d'éditer, avant les votations, une brochure qui renseigne les citoyens.

Il est évident que ce statut, sous les apparences du refus de tout interventionnisme, laisse le champ libre aux détenteurs de financements privés. Les cotisations professionnelles drainent des capitaux destinés à défendre l'image et les intérêts de leurs membres. Syndiqués et militants de gauche ne peuvent songer à réunir de telles sommes.

## Rendre public

On croit déjà entendre les généreux donateurs, UBS et compagnie, commenter le refus des partis de gauche. S'ils ne veulent pas de notre argent, la part des autres sera plus grande.

Le véritable enjeu est de

créer les conditions d'un débat démocratique authentique. Pour cela, éviter que l'argent ne se transforme en déferlante déséquilibrée

de propagande, et la propagande en une distorsion de l'opinion.

Le commencement d'un

assainissement indispensable serait que les partis décident, à titre volontaire, de publier leurs comptes.

## Présidentielle française: le corbeau et le renard

Jean-Pierre Ghelfi • 24 avril 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20434>

### **Non, le second tour ne dépend pas de Marine Le Pen**

Parmi tous les commentaires entendus à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle française, nous en avons retenu un, partagé aussi bien par la presse hexagonale qu'étrangère: «*l'ouragan*» Marine Le Pen qui tiendrait les clés du second tour.

Un «*ouragan*», vraiment? La fille, avec 17,9% des suffrages exprimés, fait certes mieux que le père en 2007 (10,4% des suffrages). Mais le Front national fait moins bien que la droite nationaliste en 2002 (Le Pen 16,9% et Mégret 2,3%). Sur dix ans, le score du FN ne s'améliore donc que marginalement, et la droite

nationaliste est même en recul. On ne peut dénier pourtant à Marine Le Pen d'avoir consenti des efforts pour renouveler l'image et élargir la thématique de manière à pouvoir présenter le FN comme un parti « normal ».

Il importe aussi de se souvenir que Jean-Marie Le Pen avait obtenu 14,4% des suffrages en 1988 et 15% en 1995. Compte tenu de la situation économique actuelle (le pouvoir d'achat, l'emploi et le chômage viennent en tête des préoccupations de l'électorat français), la progression du FN sur une quinzaine d'années n'a rien d'exceptionnel, ni, surtout, de spectaculaire.

En fait, c'est le score du FN

de 2007 qui était «*anormal*». Avec un discours très marqué à droite, le candidat Sarkozy était parvenu à siphonner une partie de l'électorat du FN, et beaucoup s'étaient «*émerveillés*» de cette performance qui «*décapitait*» la mouvance nationaliste. Mais le siphonage était opportuniste – à l'image de tout ce qu'a dit et annoncé pendant cinq ans le président sortant.

C'était un peu la fable du corbeau et du renard. L'électorat du FN s'est fait prendre une fois. Pas deux. Ce qui réduit d'autant la perspective d'un bon report des voix sur le président-candidat. Dès lors Marine Le Pen ne détient aucune clé pour le 6 mai. Et c'est tant mieux!

# Politique énergétique: petits pas en tous sens

Jean-Daniel Delley • 29 avril 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20464>

## **Abandonner le nucléaire, bien sûr, mais encore faut-il organiser et réussir la transition**

La décision rapide d'abandonner le nucléaire a bénéficié d'une large soutien politique et populaire. Par contre, la politique énergétique qu'exige cette décision se révèle pleine d'embûches, tant divergent les intérêts en présence.

Après la catastrophe de Fukushima, la Suisse, comme sa voisine allemande, a décidé sans tarder de fermer ses centrales nucléaires. Une décision irréfléchie, dictée par l'émotion? Politiquement, ce choix est justifié.

Impossible de poursuivre longtemps encore la valse-hésitation autour de la construction de nouvelles centrales, avec des électriciens demandeurs et une opinion publique prête à rejeter leurs projets. L'incertitude devenait énergétiquement irresponsable et économiquement intenable. Fukushima fut l'événement-choc qui permit de trancher.

Reste à mettre en musique la stratégie qui doit permettre de se passer de l'atome. L'exercice se révèle périlleux. L'estimation de la capacité de production additionnelle dépend des économies

d'énergie réalisables. Par ailleurs le choix des sources de production ne peut ignorer les coûts des différentes techniques envisageables, pas plus que leur faisabilité politique. Certaines organisations de protection de la nature annoncent déjà une initiative populaire<sup>2</sup> pour brider l'extension de l'énergie hydraulique. Les Verts sont prêts à combattre les centrales à gaz. Et l'extension du parc éolien rencontre régulièrement des oppositions locales.

Dans une première étape, le Conseil fédéral prévoit la construction d'une grande centrale à gaz d'ici 2020 et trois ou quatre autres si les mesures d'économie et les énergies renouvelables ne suffisent pas. On voit le danger: une politique volontariste à base de fortes incitations et de contraintes n'est qu'à l'état d'ébauche et suscitera de fortes oppositions. Ce qui devrait faciliter la percée du gaz qui, une fois opérationnel, découragera l'usage économe de l'énergie. Le gaz parviendra-t-il vraiment à s'imposer? Les partis politiques ont accueilli ce projet avec scepticisme. Et les électriciens ne manifestent guère d'enthousiasme: selon eux, la filière ne serait pas rentable vu le coût des compensations

d'émission de CO<sub>2</sub>, à réaliser pour moitié en Suisse même.

Faut-il viser l'autarcie énergétique ou préférer s'approvisionner en partie à l'étranger à des conditions financières plus favorables? Avenir Suisse<sup>3</sup> privilégie le deuxième terme de l'alternative pour des raisons économiques. D'ailleurs aujourd'hui déjà, nous importons plus d'électricité que nous en exportons et la Suisse est fortement intégrée au réseau européen. Mais cette option, tout comme aussi la priorité aux grandes centrales de production sur le territoire helvétique, impose de développer fortement les lignes à haute tension, ces autoroutes électriques qui partout suscitent des oppositions.

La politique énergétique post-nucléaire se révèle complexe. Elle inclut plusieurs volets dont la pondération doit tenir compte d'exigences économiques, environnementales et de sécurité de l'approvisionnement. Pour l'heure, la stratégie du Conseil fédéral ne permet pas une vue d'ensemble et évacue la question centrale: faut-il privilégier les grandes centrales de production ou mettre l'accent sur la décentralisation? La

démarche par étapes – le pragmatisme helvétique – risque de compromettre la cohérence du tout. *Le Temps*<sup>4</sup> note à juste titre le

manque d'ambition de notre pays en matière d'innovation et de recherche dans le secteur de l'industrie énergétique de l'avenir, au

contraire de plusieurs régions dans le monde qui ont su anticiper la révolution verte.

## Une politique incarnée

Jean-Pierre Ghelfi • 27 avril 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20442>

### La Chaux-de-Fonds, centenaire d'une ville de gauche

Plus ça change, plus c'est la même chose. La grande peur des classes aisées d'un retour des socialistes au pouvoir fait écho aux valises de francs (français) qui auraient franchi la frontière helvétique pour trouver un refuge dans les coffres des banques suisses lors de l'élection de François Mitterrand en 1981.

Les partis de droite ont tenu des propos équivalents en 1912 pour écarter la perspective d'une majorité de gauche à La Chaux-de-Fonds qui ne pourrait, prétendaient-ils, que mal gérer les finances de la commune, gonfler l'endettement et faire fuir les (riches) contribuables et les entreprises. Les «collectivistes» l'ont pourtant emporté.

Le *livre*<sup>5</sup> publié récemment par le parti socialiste de La Chaux-de-Fonds pour marquer le centenaire d'une ville à majorité de gauche n'est pas seulement

intéressant comme témoignage d'un mouvement qui a perduré grâce à l'engagement de milliers de personnes. Il l'est aussi pour permettre de recadrer dans leur contexte historique les mille et une luttes qui se sont déroulées dans le siècle: logement et urbanisme, écoles et formation, politique sociale, culturelle et sportive, finances, fonction publique, intégration des migrants, pacifisme, droits des femmes.

Ce recadrage, s'agissant des finances publiques, montre que les positions, en cent ans, n'ont pas changé d'un iota. Et ces positions sont un peu universelles. Droite et gauche s'affrontent aujourd'hui comme hier sur leurs compétences / incompétences respectives à bien/mal gérer les deniers des contribuables.

*«Du point de vue des finances publiques, cette première législature (1912-1915) à majorité socialiste ne justifie pas les craintes de la droite de voir la gauche les laisser filer. Certes, sur cette période de trois ans, les comptes sont*

*déficitaires deux fois sur trois. Mais il convient de préciser que les années 1914 et 1915 ont vu croître un déséquilibre important entre les revenus et les charges en raison de la baisse des recettes et des dépenses supplémentaires liées à la crise et à la guerre (ouverture de chantiers pour chômeurs). C'est à cette époque qu'à l'initiative des organisations ouvrières, on constitue une Commission de secours aux chômeurs dans la gêne, chargée de trouver des moyens financiers. L'impasse financière, apparue surtout en fin de législature, explique sans doute la perte des élections de 1915. A moins que les 1907 personnes privées du droit de vote en raison de leurs arriérés d'impôts en soient la cause! Ce n'est qu'en 1925 que le droit de citoyenneté ne sera plus lié à des conditions fiscales.»*

### La journée de 8 heures

Revenue au pouvoir en 1915, la droite ne fait pas mieux ni différemment.

*«La dette s'accroît, le montant total des allocations*

*spéciales pour contrer les effets du renchérissement augmente, de même que les dépenses liées au chômage. On cherche de nouvelles recettes: taxe sur les spectacles et imposition des bénéfices immobiliers sont les pistes privilégiées. Les faits sont têtus, la droite pas plus que la gauche ne parvient à améliorer un tant soit peu des finances publiques plombées par la crise et la guerre. Les socialistes gagnent les élections de 1918.»*

Ils reprennent la construction de logements communaux. La Chaux-de-Fonds devient *«en tête des communes dans le domaine des allocations de renchérissement accordées aux fonctionnaires »*. La ville introduit en décembre 1918 la journée de huit heures dans l'administration – c'était une des neuf revendications du Comité d'Olten qui dirige la grève générale (12-14 novembre 1918)! Elle crée une caisse de retraite pour les fonctionnaires.

Les questions financières ne sont pas tout. Un tract socialiste pour les élections de 1921 *«ne fait pas dans la dentelle: 1912-1915,*

*commune socialiste: 11 maisons, 110 logements. 1915-1918, commune bourgeoise: 0 maison, 0 logements. 1918-1921, commune socialiste: 11 maisons, 102 logements»*.

Cette politique de construction est une constante de La Chaux-de-Fonds, qui évolue avec le temps avec le subventionnement des constructions et le soutien aux coopératives immobilières. Elle s'élargit aussi par l'acquisition régulière de terrains, contre l'avis des partis bourgeois. L'apogée de cette politique sera *«l'aventure de l'Unesco»* et l'inscription en 2009 au patrimoine mondial de l'urbanisme horloger du Locle et de La Chaux-de-Fonds.

### **«Commune socialiste»**

Dans le domaine de la politique sociale, le livre relève que *«c'est là que l'on distingue clairement l'action d'un exécutif de gauche ou de droite. Dans ce champ laissé à l'autonomie communale, les autorités chaux-de-fonnières ont, durant un siècle, pris des orientations*

*pour changer les conditions de vie des plus démunis. Si le discours est imprégné d'une perception distincte de la réalité sociale, les actes de la majorité de gauche ont véritablement incarné cette lecture»*.

Terminons avec quelques réflexions qui ont toujours une certaine actualité. *«En octobre 1912, après avoir acquis la majorité à l'exécutif, le Parti socialiste précise ses intentions et définit ce qu'il nomme « commune socialiste », à savoir une entité qui favorise la collaboration avec les employés, leur accorde des droits nouveaux et les libère d'un pouvoir hiérarchique imposant sa volonté par la force. Il s'agit bien de faire disparaître l'autoritarisme de l'administration»*.

### **Post-scriptum**

Puisque nous faisons un peu d'histoire et que nous avons évoqué l'une des revendications du Comité d'Olten, comment, eu égard à l'actualité hexagonale, ne pas en mentionner une autre: *«le paiement des dettes publiques par les possédants»...*

**Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public**

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

## **Liens**

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1953#>
2. <http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Atomausstieg-loest-Initiativchaos-aus/story/28159373>
3. <http://politblog.tagesanzeiger.ch/blog/index.php/10070/stromimport-ist-nicht-des-teufels/?lang=de>
4. [http://www.letemps.ch/Page/Uuid/aec9c9e6-8fc8-11e1-9c23-a5f7a0444c63/Le\\_plan\\_%C3%A9nerg%C3%A9tique\\_suisse\\_nexiste\\_pas](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/aec9c9e6-8fc8-11e1-9c23-a5f7a0444c63/Le_plan_%C3%A9nerg%C3%A9tique_suisse_nexiste_pas)
5. [http://www.alphil.ch/article.php3?id\\_article=308](http://www.alphil.ch/article.php3?id_article=308)